Jeudi 22 mars, à l'occasion de la journée de mobilisation interprofessionnelle de la fonction publique, près de 2000 étudiants et lycéens se sont joints à la mobilisation, afin d'affirmer leur refus de la sélection sociale, de la réforme du Bac et du Plan étudiants.

Suite à la manifestation, plus d'un millier d'étudiants, auxquels de nombreux lycéens se sont ajoutés, se sont rassemblés en Assemblée Générale dans la Faculté de droit et sciences politiques et ont voté pour une occupation de cet espace pour la nuit avec un concert. Une Assemblée Générale devait s'y tenir le lendemain à 8h.

Aux alentours de 23h30, alors que près d'une centaine d'étudiants occupaient de façon pacifique l'amphithéâtre A de la Faculté de Droit et Sciences Politiques, Philippe Pétel, le doyen, ouvre une porte d'où surgit un commando cagoulé et armés de bâtons, matraques et de Taser. S'en suit une scène de violence inouïe, ou de nombreux étudiants sont violemment blessés sous le regard impassible de Philippe Pétel et des agents de sécurité du campus.

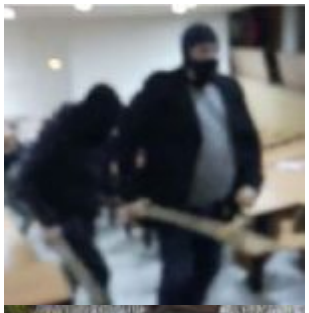
Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation a annoncé l'ouverture d'une enquête. Cette annonce serait-elle une opération de communication visant à masquer l'inaction de la préfecture et de la police ce soir-là ? En effet, si il apparaît clairement que ce commando, composé d'hommes n'étant visiblement plus étudiants depuis plusieurs dizaines d'années, a agit en concertation avec le doyen, lorsque la police est arrivée, elle n'est pas entrée dans la faculté et n'a même pas cherché a appréhender le commando ! Pire, les étudiants en Droit présents ont reconnu certains de leurs professeurs parmi les agresseurs cagoulés !

Aux côtés des étudiants et différentes organisations, le Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier (SCUM) a réclamé immédiatement la démission de Philippe Pétel de ses fonctions de doyen de la Faculté de Droit et Sciences Politiques. La présidence de l'Université de Montpellier a informé, dans la nuit du 23 au 24 mars, que cette démission était effective.

Ce vendredi 23 mars, c'est Patrick Gilli, président de l'université Paul Valéry – Montpellier 3, qui s'est illustré une fois de plus par son mépris et son indécence. Alors que plusieurs des étudiants de l'université qu'il préside étaient encore à l'hôpital, il envoyait un e-mail de chantage à l'ensemble de la communauté universitaire. La grève étudiante contre la sélection doit d'après lui cesser au plus vite, au risque de « compromettre le semestre » et d'entraîner un report des examens. Nous rappelons que Patrick Gilli, après avoir expulsé notre syndicat de ses locaux, avait envoyé la police contre les étudiants qui occupaient l'amphi A de l'université Paul Valéry dans la nuit du 15 au 16 février. Depuis l'Assemblée Générale du 15 mars, les étudiants de l'université Paul Valéry demandent toujours la mise en place du « 10 améliorable » ainsi que la démission de Patrick Gilli de sa fonction de président d'université.
[
->https://www.questionsdeclasses.org/IMG/jpg/manif-22mars2018.jpg]

Lors de la Coordination Nationale Étudiante de ce samedi 24 mars à Toulouse, ce dernier mot d'ordre à été repris : **démission immédiate de toutes les présidences d'université qui pratiquent la sélection.**

La mobilisation des étudiants contre le Plan étudiants et la sélection sociale est légitime et nécessaire, et ni la violence milicienne, ni un odieux chantage aux examens ne feront reculer le combat contre la précarité et pour notre droit à un avenir ! Nous réaffirmons la nécessité de poursuivre la grève étudiante, aux côtés de l'ensemble des mobilisations contre la précarité.
La porte-parole du SCUM r**evient sur les événements de la nuit du 22 mars dans le magazine « Les Inrockuptibles » :**

Reportage du 24 mars :
https://www.lesinrocks.com/2018/03/24/actualite/que-sest-il-passe-la-fac-de-montpellier-ou-des-etudiants-ont-ete-attaques-par-un-groupe-dindividus-cagoules-111062598/
Article du 24 mars suite à la démission de Philippe Pétel :
https://www.lesinrocks.com/2018/03/24/actualite/suite-aux-violences-luniversite-de-montpellier-le-doyen-de-la-faculte-de-droit-demissionne-111063104/

Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM (CNT-SO)
syndicat.scum@live.fr – www.combatuniversitaire.wordpress.com